



# La Commune



## La ville aux 1000 taudis

Publié le dimanche 12 octobre 2008



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville

Plus de 200 habitants d'Alfortville ont signé la pétition en faveur d'un référendum pour ou contre les démolitions de HLM dans le quartier sud. A cette étape, la campagne du CCSA a permis de rompre le silence que la municipalité imposait autour de ses plans honteux de démolition. Le Maire invite maintenant les habitants du quartier le plus visé à des réunions dans le genre " démocratie participative " pour tenter de les " impliquer " dans ce plan de casse du logement social. A tout le moins, les langues se délient...

Ces projets de démolitions qui se trament sur fond de dégradation des cités ne sont pas un fait isolé à Alfortville. Ils font partie d'un plan plus général, le Plan Borloo (programme national de rénovation urbaine) et d'un autre programme plus vaste, celui du Grand Paris qui verrait Paris et sa proche banlieue devenir une cité d'affaires, de bureaux et de tourisme dont il faudrait éloigner la population en difficulté, en particulier des bords de Seine et des bords de Marne.

Comme toujours, lorsque l'on veut s'en prendre au logement social et aux habitants, l'enfer est pavé de bonnes intentions : rendre la ville plus belle, en finir avec les cités ghettos et avec la violence urbaine. Pendant que les " décideurs " affichent ces nobles intentions, la crise du logement s'aggrave dans le pays et à Alfortville même.

Le journal " Plaine centrale ", journal officiel de l'Agglomération Alfortville-Créteil-Limeil Brévannes, annonce que 573 HLM seront " reconstruits " à Alfortville. Le rédacteur de cet article n'ose pas prononcer le mot de " démolition " mais c'est bien de démolitions dont il est question.

Mais, nous dira t-on, si on reconstruit autant de logements qu'on en démolit, où est le problème ? Eh bien, dans un autre article du même journal officiel de l'Agglomérations Alfortville-Créteil-Limeil, nous lisons

*" Reste posée la question du secteur ancien du Nord de la ville dont la rénovation n'est pas intégrée dans une opération d'aménagement. Constitué de petites propriétés et copropriétés construites avant 1948 (774 logements recensés), il représente l'un des territoires prioritaires dans le département pour la mise en place de politiques de lutte contre l'habitat indigne. En 2006, un diagnostic préalable a confirmé la dégradation des conditions de vie et de santé des occupants, notamment liée au saturnisme, à l'absence de confort où à la taille restreinte des logements dont les propriétaires n'ont pas les moyens ou n'estiment pas avoir les moyens de réaliser des travaux.*

En bref, le problème du logement insalubre à Alfortville que le CCSA soulève depuis près de quinze ans trouve enfin un écho dans un journal officiel. Le CCSA et ses élus, Françoise Carrasquedo puis Daniel Petri, n'exagéraient donc pas quand ils affirmaient que des centaines de familles alfortvillaises vivaient dans des taudis insalubres. Maintenant, on nous dit très officiellement qu'il y en a un millier. Un millier de familles " prioritaires " qui n'ont toujours pas été relogées en HLM, à ce jour !

### 600 démolitions de HLM à Alfortville?

Et, maintenant, les programmes de démolitions de HLM se précisent : près de 600 seraient démolis, autant seraient reconstruits. Pas un de plus ! Dans ces conditions, où iront les mille familles mal-logées d'Alfortville ? Que deviendront-elles ? Tous les problèmes sont posés. Quels sont les immeubles qui sont menacés de démolition ? Où envisage t-on de reloger les familles menacées ? Et les loyers, seront-ils plus chers ? Et, la surface, sera-t-elle identique ? Les familles qui sont en attente de logement HLM, et les familles qui vivent dans les taudis et hôtels meublés, quand envisage t-on de les reloger et où ? Quant aux réhabilitations de HLM envisagées, entraîneront-elles oui ou non des hausses de charge et de loyers ? Inlassablement, le CCSA exige la publication dans le Bulletin municipal officiel de l'intégralité du projet de destruction de près de 600 HLM, et l'organisation d'un référendum pour ou contre ce projet de démolition.

### Non aux démolitions, oui aux rénovations

Pour sa part, le CCSA est opposé aux démolitions de HLM. Il combat depuis dix ans pour une réhabilitation complète sans hausses de loyers et de charges, le blocage total des loyers et la diminution des charges

locatives. Depuis sa création, le CCSA combat pour le relogement immédiat en HLM de toutes les familles mal-logées qui vivent dans les hôtels meublés et dans les 1000 taudis d'Alfortville.